



LES CAISSIÈRES DE SUPERMARCHÉ ET LA QUESTION DÉMOCRATIQUE

QUELLES PERSPECTIVES EN CONTEXTE DE PANDÉMIE ?

Sophie PEREIRA

Chargée de recherche à l'Université des Femmes

En pleine pandémie mondiale de coronavirus, nos rapports à la vie et au travail pourraient bien changer. Cette crise sanitaire pourrait-elle durablement transformer la vie des travailleuses et la démocratie au sein des entreprises ? Isabelle Ferreras, sociologue du travail, maître de recherche au FNRS et professeure à l'Université de Louvain, fait en tous cas part de l'urgence de revoir le modèle de gouvernance des entreprises, à partir des connaissances qu'elle a commencé à développer dans sa thèse de doctorat réalisée il y a quelques années auprès des caissières de la grande distribution en Belgique. Et elle n'est pas la seule.

UN TERRAIN EXEMPLAIRE

Ce terrain des caissières de la grande distribution, Isabelle Ferreras le connaît donc très bien pour l'avoir étudié dans le cadre d'une vaste enquête ethnographique menée durant six années (entre 1999 et 2004), en combinant différentes approches : entretiens approfondis des caissières, observation du travail en magasin, observation des réunions syndicales et d'instances paritaires de négociation mais aussi interviews collectives des caissières, interviews des managers, directeurs et responsables de chaînes de supermarchés... En tout, ce sont une soixantaine d'interviews approfondies qui ont été réalisées dans trois établissements situés en Belgique francophone, qui emploient à 98 % des femmes au « poste caisses ». L'immense majorité (entre 80 et 90 %) des employées à ce poste ont un contrat à temps partiel et à durée indéterminée et quasi 100 % sont affiliées à un syndicat. Par ailleurs, l'au-

teure a également fait personnellement l'expérience du travail aux caisses.

Elle considère ce terrain, et particulièrement le travail au « poste caisses », comme critique en ce sens qu'il fonctionnerait comme une épure du travail peu qualifié dans le secteur des services, dans notre économie dont c'est devenu le secteur d'activité principal. En effet, le travail de caissière se trouve au bas des indicateurs de la richesse d'un poste de travail car intrinsèquement peu stimulant, monotone, apportant peu de reconnaissance sociale, sans perspective de progression professionnelle, c'est-à-dire ne constituant en aucun cas un premier échelon permettant l'accès à des postes plus intéressants, plus qualifiés et mieux rémunérés.

Cependant, dans son travail d'enquête Isabelle Ferreras a constaté que le type de rapport au travail le plus répandu parmi les caissières, n'est pas tant bâti

sur le contenu du travail, que sur le type d'expérience que constitue le travail dans leur existence. Ainsi, travailler c'est « être autonome dans sa capacité à mener sa vie » ; travailler, c'est « être inclus » dans un tissu social ; travailler, c'est « être utile » à la société. (Seule une dimension – travailler, c'est « faire un travail intéressant », est absente)¹. Un rapport de sens au travail est donc bien élaboré par les caissières. Ce sens se trouve dans le sentiment d'autonomie que procure le fait d'avoir un emploi, mais il peut également provenir de la participation à un réseau de liens affectifs de camaraderie, ou plus simplement, de l'inclusion dans le tissu social que permet le travail. Enfin, contribuer par le travail à la société permet de se sentir utile.

LOGIQUE POLITIQUE DU TRAVAIL

Un autre constat intéressant établi par Isabelle Ferreras est que le travail, contrairement à ce qu'indique le décou-

page classique du social dans la théorie sociale libérale, n'est pas un facteur qui s'achète impunément sur un marché. Il serait plutôt un rapport social expressif, animé d'une rationalité politique, qui est elle-même portée par une aspiration démocratique de la part des employé-e-s. Ainsi, il est pour elle logique de constater que le « facteur travail » s'indigne d'être « géré » conformément à un régime d'interaction domestique au sein de l'entreprise capitaliste. Dans le régime d'interaction domestique (pré-démocratique), le respect dû aux tenante-s d'un statut hiérarchique supérieur s'impose sans discussion possible, du seul fait de ce statut et avec la part d'arbitraire que cela implique. Ce genre de situation renvoie directement au statut des domestiques des classes dominantes des derniers siècles qui étaient à disposition des maîtres, ainsi qu'aux coordonnées de la sphère privée.

Enfin, au final, nous dit Isabelle Ferraras, il est frappant de constater que la personne au travail raisonne ses expériences au travers des registres du juste et de l'injuste, dans le cadre d'une inscription dans les collectifs. Les entreprises sont devenues des entités politiques à part entière, qu'il est nécessaire de faire rentrer dans l'histoire démocratique. C'est pourquoi elle propose de parler de logique politique du travail.

L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE

Rien d'étonnant donc si Isabelle Ferraras s'est révélée médiatiquement en mai dernier, comme l'un des fers de lance (avec ses collègues Dominique Méda et Julie Battilana) d'une carte blanche² signée par 3000 professionnel-le-s de la recherche appelant à réécrire les règles de nos systèmes économiques après la crise du coronavirus. Pour elle, comme pour l'ensemble des signataires, il est urgent de revoir le modèle de gouvernance des entreprises afin de créer une société plus démocratique et plus durable, ce dont elle s'est ouverte à plusieurs reprises dans la presse quotidienne³.

En effet, « que nous apprend cette crise ? » se demandent ces chercheuses et chercheurs ? En premier lieu, que les humains au travail ne peuvent être réduits à des « ressources ». Les docteur-e-s, les infirmier-e-s, les pharmacien-ne-s, les livreur-e-s, les caissier-e-s, et toutes celles

et ceux qui nous ont permis de continuer à vivre dans cette période de confinement, en sont la démonstration vivante.

Isabelle Ferraras, qui comme nous l'avons vu a consacré sa thèse de doctorat aux caissières, est tout particulièrement attentive à ce que ces dernières ont vécu durant le confinement : « *elles ne font pas juste leur travail pour avoir un salaire au bout du mois, leur travail les mobilise entièrement. On voit bien que c'est le cas parce que toute une série d'entre elles pourrait trouver des raisons de ne pas venir au travail, et pourtant elles sont là* ». Cette pandémie nous montre aussi que le travail lui-même ne peut être réduit à une « marchandise ». Les soins de santé, la prise en charge et l'accompagnement des plus vulnérables sont autant d'activités qui doivent être protégées des seules lois du marché, sans quoi les inégalités risquent de s'accroître toujours davantage, jusqu'à sacrifier les plus démunies. Les mobilisations récentes contre le racisme ont par ailleurs remis en lumière sur la scène publique des discriminations et des souffrances qui étaient également invisibles aux yeux de beaucoup.

IL FAUDRA DÉMOCRATISER LES ENTREPRISES POUR SURVIVRE !

Mais pour éviter un tel scénario, que peut-on faire ? La crise que nous connaissons va être longue, et si les entreprises survivent, ce sera selon Isabelle Ferraras, grâce un investissement en travail colossal. Toutefois il ne suffira de promettre des augmentations de salaire, car au-delà de la justice distributive, il est nécessaire que prenne place une véritable justice démocratique au travail : donner des droits politiques aux travailleuses (et aux travailleurs) au sein de l'entreprise et dans le champ économique en général, c'est tout l'enjeu des droits individuels et collectifs au travail.

Il n'y a ni production, ni service sans les individus qui investissent une bonne part de leur vie dans leur emploi ! Ces personnes ne sont pas une simple partie prenante de l'entreprise parmi d'autres : elles sont sa partie constituante, pourtant toujours trop souvent exclue du droit de participer au gouvernement de celle-ci, monopolisé par les investisseurs en capital.

Démocratiser, c'est permettre aux employé-e-s de participer aux décisions.

Démarchandiser, c'est faire en sorte que la collectivité garantisse un emploi utile à toutes et à tous. Les signataires de la carte blanche estiment qu'au moment où nous faisons face à la fois au risque pandémique, et à celui d'un effondrement climatique, seuls ces deux changements stratégiques permettront d'assurer non seulement la dignité de chacun-e, mais aussi d'agir collectivement pour tenter de dépolluer la planète et la sauver. ■

1 Voir <https://www.contretemps.eu/nouvelle-critique-travail-contemporain-caissieres-super-marche-question-democratique/>

2 Intitulée « Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer », cette carte blanche a été publiée dans 43 journaux de 36 pays. Voir par exemple : <https://www.levif.be/actualite/belgique/travail-democratiser-demarchandiser-depolluer/article-opinion-1289233.html>

3 Voir entre autres : <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/general/isabelle-ferraras-la-democratie-politique-devient-un-theatre-de-marionnettes/10232600.html> ; https://www.rtbf.be/lapremiere/emissions/detail_dans-quel-monde-on-vit/accueil/article_isabelle-ferreras-cette-crise-sanitaire-prouve-que-les-travailleurs-ne-sont-pas-paresseux?id=104729708progamid=8524

© i.Van

